



Infos internationales

- Portugal. La classe moyenne portugaise, coincée entre crise et austérité. (29.04)
- Grèce. Grève des dockers en Grèce. (27.04)
- Liban. Manifestation à Beyrouth en faveur de la laïcité. (26.04)
- En Finlande, le scandale sur le financement des partis politiques fait vaciller le premier ministre. (25.04)
- Espagne. Grande manifestation de soutien au juge Garzon à Madrid. (25.04)
- Thaïlande: trois morts et au moins 70 blessés après des attaques à la grenade. (23.04)
- Italie. Vive passe d'armes entre Berlusconi et Fini à une réunion. (23.04)
- Grèce. Nouvelle grève des fonctionnaires en Grèce. (23.04)
- Belgique. La coalition gouvernementale s'effondre en Belgique. (23.04)
- Honduras. Un septième journaliste tué en un mois et demi au Honduras. (22.04)
- Equateur : Correa prépare une loi pour "faciliter les expropriations et les nationalisations" des entreprises pétrolières. (21.04)
- Les grands pays émergents se retrouvent à Brasilia.(16.04)
- Egypte. ElBaradei appelle au boycott des élections égyptiennes. (13.04)
- Les Palestiniens de Cisjordanie menacés d'expulsion massive ? (12.04)
- Inde. La crédibilité de médias indiens ébranlée par des accusations de corruption. (11.04)
- Thaïlande: 15 morts et près de 680 blessés lors d'affrontements entre armée et manifestants. (11.04)
- Pakistan. Le parlement pakistanais réduit les pouvoirs du chef de l'État. (09.04)
- Le Kirghizistan en état d'insurrection. (08.04)
- Thaïlande: Bangkok en état d'urgence. (08.04)
- Bolivie : succès modéré pour le parti de M. Morales aux élections locales. (08.04)
- Espagne : le juge Garzon sera jugé pour son enquête sur le franquisme. (08.04)
- Bruxelles hostile à la taxe carbone aux frontières. (07.04)
- Kirghizistan. Les manifestations se multiplient au Kirghizistan. (07.04)
- Allemagne. Manifestations en Allemagne contre la guerre en Afghanistan. (06.04)
- Plus de 10.000 manifestants contre le gouvernement en Mongolie. (06.04)
- Vietnam. Des milliers d'ouvriers en grève dans le sud du Vietnam. (05.04)
- Brésil : 400 milliards d'euros de grands travaux. (02.04)
- Guinée-Bissau: le chef de l'armée aux mains de soldats. (02.04)
- Pérou: l'état d'urgence décrété dans trois régions en raison de protestations de mineurs. (02.04)

Pérou: l'état d'urgence décrété dans trois régions en raison de protestations de mineurs. (02.04)

AP - 01.04

Le gouvernement péruvien a décrété jeudi le début de l'état d'urgence pendant 60 jours dans trois régions du sud-est afin de limiter les risques liés à des protestations de mineurs du secteur informel.

"Les droits relatifs à la liberté et à la sécurité personnelle, à l'inviolabilité du domicile, à la liberté de réunion et de circulation sont suspendus pendant 60 jours" indique un décret suprême publié dans le journal officiel "El Peruano".

L'état d'urgence sera appliqué dans les provinces de Nazca, Palpa et San Juan de Marcona (région d'Ica), dans les provinces de Caraveli et Camana (région d'Arequipa) et dans les provinces de Tambopata et de Manu (région de Madre de Dios).

Cette mesure a été prise par le gouvernement péruvien en prévision de risques "d'événements contraires à l'ordre public", en raison de protestations attendues de la Fédération nationale des artisans miniers et de la Fédération minière de la Madre de Dios.

Les deux syndicats souhaitent que le gouvernement abroge un décret réformant l'industrie minière parallèle, lequel, selon les deux organisations, "cherche seulement à confisquer et à détruire le matériel des petits producteurs miniers qui travaillent sur le marché parallèle".

En janvier, le ministre péruvien de l'environnement, Antonio Brack, avait accusé l'exploitation minière illicite d'avoir "déjà dévasté 18.000 hectares de forêt".

Brack a pris l'exemple de la région de la Madre de Dios, au sud-est du pays, "où s'est produit le plus grand désastre écologique jamais vu en Amazonie".

Guinée-Bissau: le chef de l'armée aux mains de soldats (02.04)

AP - 01.04

Des soldats renégats ont arrêté jeudi le chef de l'armée de Guinée-Bissau, et semble-t-il placé le Premier ministre en résidence surveillée dans une apparente tentative de coup d'Etat dans ce petit pays d'Afrique de l'Ouest dont le président avait été assassiné l'an dernier. Le No2 de l'armée Antonio Ndjai a semble-t-il pris le pouvoir.

Une foule de plusieurs centaines de personnes s'est rassemblée devant la résidence du Premier ministre Carlos Gomes dans la capitale pour lui manifester leur soutien. De la musique militaire était diffusée à la radio, d'ordinaire le signe qu'un coup d'Etat militaire est en cours dans cette région du monde.

Des soldats avaient encerclé les bureaux du Premier ministre aux environs de 8h du matin jeudi, selon son attaché de presse Mamodou Djau, arrivé peu après le départ des soldats, repartis avec le chef du gouvernement et un membre de son cabinet. Il a précisé que le Premier ministre avait été conduit dans une base militaire avant d'être ramené chez lui, où il semblait avoir été placé en résidence surveillée.

"Nous ne savons pas ce qui se passe. On pose tous la même question", a déclaré Mamodou Djau, joint sur son téléphone portable. Il a ajouté qu'il n'avait pu parler au Premier ministre depuis l'incident.

Après l'arrestation du Premier ministre, des centaines de personnes étaient descendues dans les rues pour apporter leur soutien au dirigeant élu démocratiquement dont le parti contrôle 67 des 100 sièges du parlement. La foule s'est d'abord massée près de ses bureaux au cri de "Jamais de coup d'Etat en Guinée-Bissau, avant de se rassembler devant sa résidence privée.

Au camp militaire, le chef des forces armées Zamora Induta restait en détention, alors que son numéro Antonio Ndjai semblait s'être emparé du pouvoir.

Antonio Ndjai a convoqué une conférence de presse, prononçant un discours menaçant. "Si les gens continuent à sortir dans la rue pour montrer leur soutien à Gomes, je le tuerai ou j'enverrai quelqu'un le tuer", a-t-il dit dans une allocution diffusée à la télévision d'Etat.

Un peu plus tôt, des soldats s'étaient rendus au complexe des Nations unies dans la capitale, pour venir chercher un haut responsable de l'armée, accusé d'une précédente tentative de coup d'Etat, qui s'y cachait depuis 95 jours.

Un diplomate étranger qui a requis l'anonymat a rapporté à la presse que l'amiral Bubo Na Tchuto avait quitté le complexe avec les soldats. L'amiral semblait avoir pris les fonctions de numéro deux des soldats rebelles. "J'ai passé 11 ans à combattre pour l'indépendance de la Guinée-Bissau", a-t-il dit lors d'une conférence de presse. "Si la population continue à descendre dans la rue, j'enverrai l'armée nettoyer les rues".

Cette nation d'Afrique de l'Ouest, ancienne colonie portugaise, a été déchirée par des coups d'Etat répétés et une guerre civile depuis son indépendance il y a 36 ans. Le dernier président, Joao Bernardo "Nino" Vieira qui a gouverné le pays pendant près de 25 ans, a été assassiné le 2 mars 2009, après l'assassinat du chef des armées par une bombe. Des élections organisées trois mois après ont porté Gomes au pouvoir.

Brésil : 400 milliards d'euros de grands travaux. (02.04)

Lefigaro.fr - 01.04

Lundi, Dilma Roussef avait les larmes aux yeux en prenant la parole. La chef de la Maison civile -équivalent local de premier ministre- et candidate à la succession de Luiz Inacio Lula da Silva prononce son dernier discours avant de quitter le -gouvernement, comme l'exige la loi électorale. Lula lui a organisé une sortie de choix : l'annonce d'un plan d'investissement de 958 milliards de reais, soit 400 milliards d'euros,

entre 2011 et 2014.

Ce n'est pas la première fois que l'État s'engage lourdement dans les investissements. En 2007, Lula avait lancé le PAC, le Programme d'accélération de croissance, avec un budget de 262 milliards d'euros jusqu'en 2010. Il s'agissait alors d'améliorer la qualité des infrastructures, montrées du doigt comme principale cause des goulots d'étranglement qui empêchent l'économie de s'épanouir.

En doublant la mise, Lula veut porter le taux d'investissement à 21,5% d'ici 2014, contre 18,5% aujourd'hui - et seulement 16,7% l'année dernière, crise oblige. Les spécialistes estiment que c'est le niveau minimum pour permettre au Brésil d'augmenter son potentiel de croissance sans inflation au-delà de 5%.

Le PAC 2, comme est intitulé le nouveau plan, est toutefois plus orienté vers la politique sociale que le précédent. Certes, le premier poste est dévolu au secteur énergétique, qui devrait capter 191 milliards d'euros, dédiés en bonne partie à l'exploitation des nouveaux gisements de pétrole découverts au large du Brésil. Néanmoins, le gouvernement compte investir à peine 160 milliards d'euros dans des projets -sociaux, pour apporter les services publics de base (eau, électricité, égouts, illumination, postes de santé, crèches et postes de police) dans les quartiers qui en sont démunis.

Le seul programme « Minha Casa Minha Vida » («Ma maison, ma vie», lancé il y a quelques mois pour aider les familles les plus pauvres à financer la construction d'un logis digne, voit son objectif doubler et passer à deux millions de logements d'ici 2014. «Le PAC n'est pas un chiffre, un chantier, ou une liste ; c'est la transformation de l'argent public et privé en qualité de vie et développement», a résumé Dilma Rousseff, dans un souci d'illustrer la réalité des travaux aux électeurs.

Aide du secteur privé

Pour financer ce programme, le gouvernement compte sur les ressources fiscales générées par la croissance, qui devrait dépasser 5% cette année. Ces déboursments sont facilités par le fait que Brasília ne comptabilise plus comme dépense les investissements, comme le lui permet le Fonds monétaire international, ce qui lui permet d'afficher un excédent fiscal primaire (avant charge de la dette) de 3,3%. Les entreprises publiques comme la compagnie d'hydrocarbures Petrobras, la Banque du Brésil et la Caisse fédérale, sont également mises à contribution, tout comme le secteur privé, parfois incité par des réductions d'impôts.

Vietnam. Des milliers d'ouvriers en grève dans le sud du Vietnam. (05.04)

Reuters - 03.04

Plusieurs milliers d'ouvriers se sont mis en grève vendredi dans une usine de chaussures du sud du Vietnam, pour tenter d'obtenir des augmentations de salaires et des primes, rapportent des journaux de la presse officielle.

Plus de 10.000 manifestants contre le gouvernement en Mongolie. (06.04)

AP - 05.04

Plus de 10.000 personnes ont convergé lundi vers la capitale de la Mongolie pour demander au parlement de se dissoudre et réclamer des aides promises par le gouvernement.

Cette manifestation pacifique était la plus importante organisée à Oulan Bator depuis juillet 2008, quand cinq personnes ont été tuées et plus de 200 blessées dans des émeutes provoquées autour d'accusations de fraude électorale.

Les manifestants, pour la plupart originaires de zones rurales et des bidonvilles de la capitale, demandaient au parti révolutionnaire du peuple mongol et au parti Démocratique mongol de tenir ses promesses de combattre la corruption et de mieux répartir la richesse minière du pays.

Les deux formations politiques s'étaient en effet engagées à partager davantage les bénéfices tirés des richesses naturelles du pays, à travers des prêts ou un fonds répartissant l'argent entre les habitants.

"Les deux partis ayant menti au peuple mongol, ils n'ont aucun droit moral à siéger au parlement", a estimé Uyanga Gantomor, une des principales organisatrices de la manifestation. Si le gouvernement ne répondait pas à leurs demandes dans les 72 prochaines heures, les manifestants passeraient "à la prochaine étape contre les autorités corrompues", sans préciser les modalités de leur action.

Uyanga a rappelé que 40% des 2,7 millions de Mongols vivaient dans la pauvreté.

Allemagne. Manifestations en Allemagne contre la guerre en Afghanistan. (06.04)

AP - 05.04

Plusieurs milliers de personnes ont participé aux traditionnelles marches de Pâques en Allemagne pour protester contre l'armement nucléaire et la guerre en Afghanistan, selon la police.

A Francfort, un rassemblement a réuni lundi quelque 1.500 militants pacifistes. A Berlin, un millier de protestataires sont descendus dans les rues et à Stuttgart, 750 personnes se sont mobilisées au cours du week-end, ont rapporté les forces de l'ordre.

Des manifestations similaires d'importance variable ont été organisées dans des dizaines de communes allemandes. Selon les organisateurs, des dizaines de milliers de personnes ont répondu à leur appel.

A Munich, notamment, les manifestants ont réclamé le retrait immédiat des troupes allemandes d'Afghanistan.

Trois soldats allemands ont été tués vendredi lors d'affrontements dans le pays, tandis que six militaires afghans ont été accidentellement abattus par les troupes allemandes.

Kirghizistan. Les manifestations se multiplient au Kirghizistan. (07.04)

AP - 06.04

Des affrontements violents ont opposé mardi forces de l'ordre et manifestants de l'opposition au président Kourmanbek Bakiev au Kirghizistan, où le principal chef de l'opposition a été arrêté et où les troubles menacent de s'étendre, avec de nouvelles manifestations prévues mercredi.

A Talas, ville de 30.000 habitants à l'ouest de Bichkek, la capitale, des centaines de manifestants, en colère contre la hausse des prix de l'énergie, ont investi le siège de l'administration régionale sur la place centrale, prenant brièvement en otage le chef du gouvernement régional. Les forces spéciales de la police sont intervenues, à coups de bâtons et de gaz lacrymogènes, tandis que les manifestants brûlaient des voitures de police et lançaient pierres et cocktails Molotov.

Selon un correspondant de Radio Free Europe/Radio Liberté, financée par les Etats-Unis, au moins une personne a été blessée par une balle en caoutchouc dans le commissariat de police.

Dans la capitale Bichkek, les forces de sécurité ont investi la maison d'Almazbek Atambaïev, principal chef de l'opposition et candidat malheureux à la présidentielle, qui s'était barricadé à l'intérieur, protégé par une centaine de ses partisans, occasion d'un face-à-face tendu. Atambaïev a finalement été arrêté, accusé, selon la députée de l'opposition Asel Koudoranova qui était à ses côtés, d'avoir fomenté les troubles de Talas.

De nouvelles manifestations sont prévues mercredi dans tout le pays, et le gouvernement menace de les réprimer: Le Premier ministre Daniar Ousenov a appelé les "organisateur de ces actions à arrêter. Pour ceux qui n'obéissent pas, les mesures seront sévères", a-t-il décrété.

Ces affrontements, dans ce petit pays montagneux d'Asie centrale, voisin de l'Afghanistan et qui abrite une base aérienne américaine servant de point de transit, interviennent trois jours après la visite du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, qui a critiqué les violations des droits de l'homme dans ce Kirghizistan autrefois qualifié d'"île de démocratie" dans la région. Toujours en voyage en Asie centrale mardi, Ban a fait part de son inquiétude face aux violences à Talas, appelant à la retenue et au dialogue.

Depuis son arrivée au pouvoir en 2005 dans la foulée de manifestations de rue, Kourmanbek Bakiev a instauré une certaine stabilité, mais aux dépens des principes démocratiques.

Ces deux dernières années, les autorités kirghizes ont cherché à museler la presse indépendante, et les militants de l'opposition disent être régulièrement soumis à des intimidations physiques ou pris pour cible d'enquêtes judiciaires pour raisons politiques.

La colère populaire face à l'augmentation des prix énergétiques a permis ces derniers temps de souder une opposition jusque là fractionnée.

Bruxelles hostile à la taxe carbone aux frontières. (07.04)

Lefigaro.fr - 06.04

Un rapport énumère les «inconvénients» de la mesure réclamée par Nicolas Sarkozy. La taxe, selon Bruxelles, «pourrait provoquer des conflits commerciaux et des mesures de rétorsion».

Onze jours après que Nicolas Sarkozy ait assuré que la Commission européenne proposerait en juin une taxe carbone aux frontières, Bruxelles a rendu public, mardi, un texte qui risque de doucher les certitudes du chef de l'État. «Une taxe carbone aux frontières a un nombre considérable d'inconvénients», jugent les experts de la Commission dans un document de 60 pages consacré aux «financements innovants internationaux», présenté par trois commissaires dont le lituanien Algirdas Semeta, chargé de la fiscalité.

Au lendemain des élections régionales, Nicolas Sarkozy a différé la taxe carbone, conditionnant sa mise en œuvre à l'adoption d'une «taxe aux frontières» européenne qui s'appliquerait aux produits en provenance des «pays pollueurs».

Conflits commerciaux

L'idée divise largement les Vingt-Sept, et le rapport publié rappelle les réticences bruxelloises. «Premièrement, (la taxe) devrait être conçue de manière à s'assurer la compatibilité légale avec l'OMC (organisation mondiale du commerce)». Cet obstacle est jugé surmontable par les experts de Bercy. Il n'en demeure pas moins que la taxe, selon Bruxelles, «pourrait provoquer des conflits commerciaux et des mesures de rétorsion». Les craintes concernent la Chine mais aussi les États-Unis. «Deuxièmement, poursuit le rapport, les coûts administratifs pourraient être très élevés car le taux de la taxe varierait en fonction des émissions de carbone induites par chaque produit taxé».

Le 26 mars dernier, à l'issue du Conseil européen, Nicolas Sarkozy avait assuré que «la question d'un mécanisme d'adaptation aux frontières» était «incontournable», ajoutant: «aucun pays ne s'y est opposé». D'après le président français, la Commission européenne proposera en juin un mécanisme de taxe carbone aux frontières. Cette initiative ne figurait pas dans le relevé officiel des conclusions du sommet européen. «C'est une interprétation» de la part du chef de l'État, commentait poliment un fonctionnaire de la Commission. «La taxe aux frontières», poursuit cette source bruxelloise, pourrait être débattue «début mai» entre les commissaires concernés par la révision de la directive sur la taxation de l'énergie pour figurer éventuellement dans un document qui ne sera qu'une proposition.

Espagne : le juge Garzon sera jugé pour son enquête sur le franquisme. (08.04)

Lemonde.fr et AFP - 07.04

Le célèbre juge d'instruction espagnol Baltasar Garzon sera jugé pour avoir voulu fouiller l'encombrant passé du franquisme. Saisi de plaintes d'organisations d'extrême droite, le Tribunal suprême espagnol a décidé d'asseoir le magistrat vedette sur le banc des accusés pour "prévarication", a-t-on appris mercredi 7 avril de source judiciaire. La décision devrait entraîner à court terme la suspension de Baltasar Garzon de ses fonctions de juge de l'Audience nationale, haute instance pénale qui centralise à Madrid les dossiers de terrorisme, de crimes contre l'humanité et de criminalité organisée.

Baltasar Garzon, 54 ans, est accusé d'avoir monté un "artifice juridique" pour ouvrir une enquête sur les disparus de la guerre civile (1936-1939) et du franquisme (1939-1975), ignorant une loi d'amnistie générale votée en 1977 par le Parlement espagnol, deux ans après la mort du dictateur Francisco Franco. Face à l'opposition catégorique du parquet, il avait dû renoncer à cette enquête fin 2008.

Estimant qu'il avait "ignoré consciemment" la loi d'amnistie qui l'empêchait de se déclarer compétent pour son enquête, le juge Varela avait refusé, début février, de classer sans suite les plaintes contre le juge Garzon. L'avocat de ce dernier, interrogé par l'édition en ligne du quotidien El Pais, a annoncé qu'il ferait appel de la décision du juge Varela.

"UN TRISTE JOUR POUR LA JUSTICE"

"C'est un triste jour pour la justice", a assuré sur la radio publique espagnole Emilio Silva, porte-parole de l'Association pour la récupération de la mémoire historique, la principale association de familles des victimes du franquisme. "Il y a des familles de 113 000 disparus qui nulle part dans ce pays ne peuvent trouver un endroit pour que justice soit faite, et ça pour moi, c'est très grave", a ajouté M. Silva. "Si ce procès a lieu, ce sera le premier cas connu d'un juge qui essaie d'obtenir la vérité, la justice et réparation pour plus de 100 000 disparus et qui se retrouve poursuivi", a pour sa part réagi le directeur d'Amnesty International Espagne, Esteban Beltran.

Plus de deux cents organisations de défense des droits de l'homme et des juristes du monde entier, dont l'ex-procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie Carla del Ponte, ont récemment signé une lettre de soutien au juge Garzon. Ils ont rappelé que le Comité des droits de l'homme de l'ONU avait demandé en 2008 à l'Espagne d'abroger sa loi d'amnistie post-franquiste et de "garantir le caractère imprescriptible des crimes de lèse-humanité". Les "disparitions forcées" sur lesquelles portait l'enquête de Baltasar Garzon sont des crimes "qui ne peuvent être prescrits ni amnistiés", estimaient-ils.

UN MAGISTRAT ATYPIQUE

Pionnier et ardent défenseur de la "justice universelle", le juge Garzon avait accédé à la célébrité mondiale en obtenant l'arrestation de l'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet en 1998 à Londres. Ce magistrat atypique, à la chevelure poivre et sel et aux costumes impeccables, a acculé pendant plus de vingt ans l'organisation indépendantiste basque armée ETA.

Son goût pour les projecteurs et ses enquêtes lui ont valu de nombreuses inimitiés, tant au sein de la magistrature que de la classe politique. Il est visé par des plaintes dans deux autres dossiers : l'un visant les honoraires qu'il a perçus pour des conférences aux Etats-Unis en 2005-2006, l'autre pour sa supposée "impartialité" dans l'enquête qu'il a initiée sur le scandale de corruption qui éclabousse actuellement la droite espagnole.

Bolivie : succès modéré pour le parti de M. Morales aux élections locales. (08.04)

Lemonde.fr - 07.04

Les Boliviens ont participé, dimanche 4 avril, aux premières élections municipales et régionales d'après adoption de la nouvelle Constitution, qui prévoit une large autonomie des départements et des territoires indigènes. Selon les premiers résultats officiels, diffusés mardi, le Mouvement pour le socialisme (MAS, gauche), le parti du président Evo Morales, l'emporte dans cinq départements sur neuf (La Paz, Chuquisaca, Cochabamba, Oruro et Potosi). L'opposition conserve les trois départements de l'est et du sud (Santa Cruz, Tarija et Beni). Le décompte a été interrompu à Pando, où les deux candidats étaient à égalité, après des accusations de fraude.

Contrairement aux scrutins précédents, les partisans d'Evo Morales n'ont pas célébré les résultats devant le palais présidentiel, à La Paz. Le chef de l'Etat a admis sa déception lors d'une conférence de presse. "Bien sûr, nous voulions gagner dans toutes les municipalités", a-t-il déclaré.

M. Morales espérait obtenir 70 % des voix, en progression par rapport à sa propre réélection, en décembre 2009, avec 64,2 % des suffrages. Engagé personnellement dans la campagne, le président avait assuré qu'il n'est pas possible de travailler avec des opposants élus à des postes clés. Or, le MAS ne l'a emporté que dans trois grandes villes sur dix et a perdu un grand nombre de voix.

La formation présidentielle n'arrive pas à convaincre l'électorat urbain. Le MAS reste un parti d'origine paysanne, implanté dans les municipalités rurales.

De son côté, l'opposition a fêté ces résultats avec éclat. Le gouverneur de Santa Cruz, Ruben Costas, champion de l'autonomie régionale, a "tendu la main" au gouvernement, au nom de la "concorde nationale", tout en précisant qu'il s'agissait d'une "main ferme", renforcée par le vote de dimanche.

"DEUXIÈME PARTI BOLIVIEN"

Toutefois, la surprise n'est pas venue de l'opposition conservatrice, mais d'un ancien allié de M. Morales, le maire sortant de La Paz, Juan del Granado. Après sa rupture avec le MAS, son Mouvement sans peur (MSM, gauche) est parvenu à garder la mairie de La Paz, la principale agglomération du pays, et à gagner la ville d'Oruro, chef-lieu du département où est né M. Morales. Le MSM a remporté d'autres fiefs du MAS dans l'Altiplano andin.

A La Paz, la campagne a été entachée par des accusations de corruption de part et d'autre. Juan del Granado a été menacé par ses alliés de la veille d'aller rejoindre en prison l'ancien dictateur Luis Garcia Meza. Avocat, le maire sortant avait acquis le surnom de "Juan Sin Miedo" (Jean sans peur) par son action légale contre ce général et narcotrafiquant, condamné à trente ans de prison.

"Nous sommes devenus une force nationale, le deuxième parti bolivien", a affirmé Juan del Granado, dont les ambitions présidentielles ne sont pas un mystère. Jusqu'à présent, M. Morales devait affronter une opposition ancrée essentiellement dans les régions conservatrices de l'est de la Bolivie. Pour la première fois, le MAS est concurrencé sur son propre terrain.

" Ces élections ont montré que la Bolivie reste un pays fragmenté et hétérogène, note l'analyste Fernando Molina. La rupture entre le MAS d'Evo Morales et le MSM de Juan del Granado peut s'avérer une erreur stratégique. Mais pour devenir une alternative nationale au pouvoir, l'opposition doit encore dépasser le stade des personnalités régionales et des formations purement locales. "

Thaïlande: Bangkok en état d'urgence. (08.04)

AP - 07.04

Le Premier ministre thaïlandais Abhisit Vejjajiva a déclaré mercredi l'état d'urgence à Bangkok. L'armée dispose ainsi de larges pouvoirs pour

mettre fin aux manifestations des "Chemises rouges" qui secouent la capitale depuis près d'un mois et ont atteint leur paroxysme avec l'occupation du Parlement.

L'opposition réclame la démission de M. Abhisit et des élections anticipées. La situation a pris un nouveau tour mercredi avec l'irruption de manifestants au Parlement et l'évacuation de responsables du gouvernement par hélicoptère. Certains députés ont escaladé les murs de l'enceinte parlementaire pour s'enfuir.

"Le gouvernement a tenté de faire de son mieux pour faire appliquer la loi, mais les violations se sont accrues. Aujourd'hui, le Parlement a été attaqué", a déclaré M. Abhisit lors d'une intervention télévisée. "L'intrusion au sein du Parlement aujourd'hui m'a amené à convoquer une réunion d'urgence avec le Cabinet ce soir."

Des manifestants menés par Arisman Pongruengrong, l'un des chefs des "Chemises rouges" les plus radicaux, ont réussi à franchir les barrages des policiers anti-émeutes en enfonçant les grilles à l'aide d'un camion, avant de gagner le deuxième étage du Parlement où se trouvaient encore le vice-Premier ministre Suthep Thaugsuban et des députés.

Les intrus, dont la présence avait entraîné la suspension de la séance, ont quitté les lieux à la demande des députés de l'opposition.

Dans un communiqué, l'agence de sécurité du gouvernement (CAPO) précise qu'un hélicoptère transportant "cinq soldats armés de M16 a atterri sur la piste du Parlement et évacué les ministres et députés coincés à l'intérieur". Selon la télévision INN, le vice-Premier ministre Suthep Thaugsuban figuraient parmi les personnes évacuées.

Le Premier ministre avait quant à lui quitté le Parlement avant l'intrusion des manifestants pour se rendre à une réunion. Vu la gravité de la situation, M. Abhisit a annulé un voyage prévu à Washington pour assister au sommet international sur l'énergie nucléaire des 12 et 13 avril, selon son assistant Sirichoke Sopa.

L'état d'urgence autorise l'intervention de l'armée pour rétablir l'ordre public, la suspension de certaines libertés publiques et l'interdiction de toute rassemblement public de plus de cinq personnes.

Les "Chemises rouges" manifestent depuis le 12 mars à Bangkok pour exiger la démission d'Abhisit Vejjajiva et l'organisation d'élections anticipées. Ils ne reconnaissent aucune légitimité au gouvernement actuel et ont juré de ne pas quitter la capitale jusqu'à satisfaction de leurs exigences.

Le Premier ministre est quant à lui sévèrement critiqué par une partie des milieux d'affaires et de la classe moyenne de la capitale qui le trouvent trop conciliant. Il a en effet tenté de négocier avec les opposants et sommé les forces de sécurité d'éviter toute confrontation.

"La dernière chose que nous voulions est que la situation échappe à tout contrôle", s'est justifié M. Abhisit dans un message télévisé mardi.

Mais les commerçants de Bangkok se plaignent de ce que ces bruyantes manifestations leur coûtent des milliards de bahts (des dizaines de millions d'euros/dollars). De nombreux hôtels de luxe situés dans le principal quartier commercial de la capitale se trouvent en situation de siège depuis samedi.

Les manifestations, qui ont commencé dans le centre historique de la capitale où siègent la plupart des institutions gouvernementales, ont gagné samedi le boulevard commerçant de la ville, entraînant la fermeture des centres commerciaux pendant cinq journées consécutives.

Pour Charnvit Kasetsiri, l'un des historiens les plus éminents du pays, la situation évoque le "jeu de la corde raide". "Il s'agit de savoir qui clignera des yeux ou fera la première erreur, et celui qui fera la première erreur perdra sans aucun doute", a-t-il estimé. "Les deux parties sont très prudentes. Les deux craignent d'être la première à déclencher la violence."

Le mouvement des "Chemises rouges" est surtout composé de paysans et ouvriers qui réclament le retour de Thaksin Shinawatra, Premier ministre milliardaire renversé par un coup d'Etat militaire en 2006, après six ans au pouvoir. Il a depuis été condamné par contumace pour corruption et abus de pouvoir et vit en exil.

Le Kirghizistan en état d'insurrection. (08.04)

Libération.fr et AFP - 07.04

Le bilan s'alourdit au Kirghizistan, où de violents affrontements ont éclaté ce mercredi entre les forces de l'ordre et des manifestants. Selon l'opposition, il y aurait près de 100 morts à Bichkek, la capitale. Le dernier bilan officiel fait état quant à lui de 19 personnes tuées et près de 200 blessées.

«Il y a 19 morts», a déclaré Larissa Katchibekova, responsable du ministère de la Santé, précisant que la plupart de ces personnes avaient été tuées par balles. «Du fait des troubles, le nombre des blessés à travers la république s'élève à 197, 55 en province et 142 à Bichkek», a-t-elle ajouté. La plupart ont «moins de 30 ans».

L'un des leaders de l'opposition kirghize, Omourbek Tekebaïev, a demandé mercredi aux dirigeants de démissionner et de transmettre le pouvoir à l'opposition, dans une intervention à la télévision nationale.

A Bichkek, la capitale, des centaines d'opposants sont entrés dans le siège du Parlement, situé à quelques dizaines de mètres de la présidence, elle-même assiégée par les manifestants réclamant la démission du président Kourmanbek Bakiev. Le rez-de-chaussée du siège du parquet général de la capitale était aussi en feu.

Après ces violents affrontements, le Premier ministre Daniar Oussenov a indiqué que l'état d'urgence avait été décrété et un «couvre-feu» imposé. Les forces de l'ordre ont répliqué en tirant sur la foule et avec des gaz lacrymogènes et grenades assourdissantes. Des tireurs d'élite étaient postés sur le toit de la présidence.

Des responsables du service de presse du gouvernement, interrogés par l'AFP, étaient incapables de dire où se trouvait le chef de l'Etat, lui-même porté au pouvoir par la «révolution des tulipes» en mars 2005 mais critiqué pour sa dérive autoritaire et son népotisme. Il avait été réélu dans des conditions contestées en juillet dernier. Arrestation de responsables de l'opposition

L'incertitude régnait aussi sur le sort du ministre de l'Intérieur, Moldomoussa Kongantiev. Une source au ministère, des médias indépendants et des ONG assuraient qu'il avait été tué à Talas (nord-ouest) lors de heurts, mais un porte-parole du ministère a démenti. La chaîne américaine CNN a mis en ligne un document amateur montrant des manifestations dans cette localité.

Une autre décision du pouvoir semble avoir envenimé la situation. Le procureur général, Nourlan Toursounkoulov, a annoncé l'interpellation et l'inculpation pour «crimes graves» de trois chefs de l'opposition, dont l'ex-président du Parlement, Omourbek Tekebaïev, et l'ex-candidat à la présidentielle de l'opposition et ancien Premier ministre, Almazbek Atambaïev. Omourbek Tekebaïev a par la suite été libéré, selon l'agence kirghize Kabar.

Un dirigeant de l'opposition, Temir Sariev, a de son côté déclaré mercredi à la radio indépendante Azattyk avoir participé à des pourparlers avec le Premier ministre, assurant qu'un «accord est intervenu entre les parties : que les autorités cessent de tirer sur les citoyens, et que soient libérés les chefs de l'opposition arrêtés».

La télévision nationale, dont le siège a été pris d'assaut par des centaines de manifestants d'opposition, a recommencé à émettre après une brève interruption des programmes. A Naryn (centre), des témoins contactés par l'AFP ont indiqué que des centaines de manifestants avaient pris le contrôle du siège de l'administration régionale. Forts intérêts américains et russes dans le pays

La Russie et les Etats-Unis, qui disposent chacun d'une base militaire dans l'ex-république soviétique, ont appelé au calme. «Nous appelons toutes les parties à respecter la loi et appelons les manifestants et le gouvernement à engager des discussions pour résoudre leurs différends de façon pacifique», a indiqué l'ambassade américaine.

«Nous appelons avec insistance les parties en conflit à s'abstenir des violences pour éviter l'effusion de sang», a déclaré le porte-parole de la diplomatie russe, Andreï Nesterenko.

Les Etats-Unis disposent à l'aéroport Manas de Bichkek d'une base aérienne clé pour leurs opérations en Afghanistan, par laquelle transitent notamment la plupart des soldats déployés sur le terrain.

De son côté, la chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton, s'est déclarée très inquiète de la situation et a appelé le gouvernement et l'opposition kirghizes à la «retenue» et au dialogue. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a lancé un nouvel appel «pressant au dialogue et au calme afin d'éviter de nouvelles effusions» de sang.

Pakistan. Le parlement pakistanais réduit les pouvoirs du chef de l'État. (09.04)

Reuters - 08.04

L'Assemblée nationale pakistanaise a adopté jeudi à l'unanimité une série d'amendements à la Constitution qui limiteront fortement les pouvoirs du président Asif Ali Zardari en les transférant au Premier ministre et au parlement.

Zardari a apporté son soutien à ces amendements, qui doivent encore être approuvés par le Sénat. Pareils changements, estiment les politologues, sont de nature à priver les détracteurs de Zardari d'arguments contre lui et à contribuer à la stabilisation de la vie politique du pays.

Les pouvoirs qui sont retirés par ces amendements au chef de l'Etat avaient été dévolus au président par le dictateur militaire Zia-ul-Haq dans les années 1980. Ce sont ces pouvoirs qui avaient permis au président d'obtenir la chute de premiers ministres comme Benazir Bhutto ou Nawaz Sharif.

En vertu des amendements, le président perd l'essentiel de ses pouvoirs, notamment celui de dissoudre l'assemblée nationale et de nommer les chefs des armées ainsi que le président de la commission électorale nationale. Il ne pourra pas non plus imposer de son propre chef l'état d'urgence.

Le Premier ministre aura le dernier mot concernant la dissolution de l'assemblée et les nominations à l'état-major des armées. La loi transfère en outre à une commission composée de magistrats de haut rang et de personnalités du gouvernement le pouvoir de nommer les juges.

Ces amendements suppriment la limitation à deux du nombre de mandats du Premier ministre, ce qui va permettre à Nawaz Sharif, par deux fois chef du gouvernement et actuellement chef de l'opposition, de briguer un troisième mandat lors des prochaines élections législatives, prévues en 2013.

Les provinces, en outre, voient leur autonomie accrue. La province de la Frontière du Nord-Ouest, qui jouxte l'Afghanistan, est rebaptisée "Khyber-Pakhtunkhwa", cela pour mieux refléter sa population dominante, l'ethnie pachtoune.

Selon la plupart des politologues, Zardari n'a accepté ces réformes constitutionnelles qu'à contrecœur, après d'intenses pressions politiques.

Lorsque la loi aura été entérinée également par le Sénat, le Premier ministre Yusuf Raza Gilani, qui fut un fidèle soutien de l'ex-Premier ministre Benazir Bhutto, apparaîtra comme la figure la plus puissante de l'exécutif.

Thaïlande: 15 morts et près de 680 blessés lors d'affrontements entre armée et manifestants. (11.04)

20minutes.fr - 10.04

Le bilan s'alourdit d'heure en heure. Au moins quinze personnes ont été tuées et 680 blessées samedi à Bangkok dans des affrontements violents entre militaires et manifestants anti-gouvernementaux, les plus meurtriers en Thaïlande depuis près de vingt ans.

Un caméraman japonais parmi les victimes

Parmi les morts figure un caméraman japonais et quatre militaires a indiqué à l'AFP le vice-gouverneur de Bangkok. Militaires et manifestants, qui réclament la démission immédiate du Premier ministre Abhisit Vejjajiva, se sont violemment affrontés pendant plusieurs heures autour de l'avenue Ratchadamnoen, dans la vieille ville, première opération musclée depuis l'instauration mercredi de l'état d'urgence.

Les heurts, qui ont commencé en début d'après-midi, se sont progressivement intensifiés, les forces de l'ordre faisant usage de grenades lacrymogènes et de canons à eau. De nombreux coups de feu ont ensuite été entendus par des journalistes de l'AFP.

«Je veux condamner ce gouvernement car ils ont utilisé des armes de guerre pour tuer des Thaïlandais qui voulaient la démocratie», a déclaré Weng Tojirakarn, un des leaders «rouges», devant les manifestants à Ratchaprasong.

L'armée bat en retraite

Face au risque que le bilan ne s'alourdisse de façon désastreuse et constatant qu'elle ne parvenait pas à prendre le dessus, l'armée a décidé de battre en retraite vers 21h (14h GMT). «Les soldats vont devoir se retirer, il n'y a aucun endroit pour se protéger. On ne peut rien faire», a admis dans des déclarations à l'AFP le général Anupong Paojinda, chef de l'armée.

«On ne peut rien faire parce qu'on ne peut pas tirer sur le peuple», a confirmé peu après le ministre de la Défense, le général Prawit Wongsuwon. Un appel à la «trêve» a été lancé peu après. «Les manifestants doivent arrêter de viser les forces de l'ordre, a déclaré le colonel Sunsern Kaewkumnerd, porte-parole de l'armée. Il s'agit d'empêcher que le bilan humain ne s'aggrave et que la violence ne s'emballe, hors de tout contrôle.»

Une autre opération avait été originellement planifiée dans le quartier commercial et touristique de Ratchaprasong, plus à l'est, que les «rouges» occupent depuis huit jours, provoquant d'importantes pertes financières pour les hôtels et centres commerciaux environnants.

Elle a été purement et simplement annulée dans un site très exposé, où les «rouges» étaient 60.000 à la nuit tombée, selon les estimations policières. Les «rouges», partisans de l'ex-Premier ministre en exil Thaksin Shinawatra, réclament des élections législatives anticipées et considèrent Abhisit, au pouvoir depuis décembre 2008, comme totalement illégitime.

Le chef du gouvernement a réaffirmé vendredi qu'il ne céderait pas, après avoir déjà accepté d'avancer la date des élections à la fin 2010, au lieu de 2011.

Des «soldats pastèques» ?

Les événements de samedi sont intervenus à un moment où la presse thaïlandaise s'interroge sur l'attitude des forces de l'ordre, ironisant sur les «soldats pastèques», verts à l'extérieur comme leur uniforme militaire et rouges à l'intérieur, comme leur sympathie présumée pour l'opposition.

Plusieurs autres manifestations se sont déroulées samedi en province, dont une qui a réuni au moins 500 personnes dans les jardins du gouverneur de Chiang Mai, principale ville du nord, d'où Thaksin est originaire.

Inde. La crédibilité de médias indiens ébranlée par des accusations de corruption. (11.04)

Le Monde - 10.04

Le quatrième pilier de la démocratie indienne serait-il en train de se fissurer ? Les médias, qui n'hésitent pas à dénoncer la corruption de la classe politique, sont à leur tour accusés d'avoir publié des articles ou diffusés des reportages contre rémunération. Dans un Livre blanc qui doit être rendu public à la fin du mois par le Conseil de la presse indienne (CPI), et dont les conclusions ont été dévoilées au Monde, des chaînes de télévision et des journaux à grand tirage comme Dainik Bhaskar, Dainik Jagran, le quotidien le plus lu au monde, le Times of India et son concurrent le Hindustan Times, sont soupçonnés de s'adonner à la pratique de "l'information payée". Ces derniers vendraient à des entreprises ou des partis politiques de la publicité déguisée en information. Tous ont nié ces accusations. "Nous avons réuni de nombreux témoignages à charge contre eux, quelques évidences, mais aucune trace de flagrant délit", explique l'un des auteurs du rapport, Paranjoy Guha Thakurta.

Certaines "évidences" sont pour le moins troublantes. Lors de la campagne législative régionale d'octobre 2009 dans l'Etat du Maharashtra, à l'ouest de l'Inde, trois articles élogieux envers le candidat du Parti du Congrès, Ashok Chavan, ont été publiés dans trois journaux locaux concurrents. Les articles étaient identiques, mots pour mots, à l'exception de la signature. Le 30 novembre, dans un article publié par le quotidien The Hindu, Palagummi Sainath est le premier journaliste à dénoncer la fraude. "J'ai la preuve que 89 pages d'actualité en couleur ont été achetées par Ashok Chavan, élu ministre en chef du Maharashtra, alors que ses comptes de campagnes montrent des dépenses en publicité de moins de 100 euros", explique le journaliste.

Cette révélation a libéré la parole. Sushma Swaraj, chef de l'opposition au Parlement indien, assure que des médias lui ont demandé 160 000 euros lors de sa campagne électorale dans le Madhya Pradesh. Des centaines de journalistes du pays tout entier sont également sortis du silence pour dénoncer le système de corruption institutionnalisée dont ils sont les victimes. "En tout, ils m'ont envoyé 35 kg d'articles payés par des hommes politiques", rapporte Palagummi Sainath.

Certains racontent avoir été accompagnés par des responsables commerciaux de leur publication lorsqu'ils allaient rencontrer des candidats aux élections. "La corruption a toujours existé, mais elle a changé d'échelle. Cette fois, ce ne sont plus des journalistes isolés qui se font payer pour écrire des articles complaisants, mais les directions de journaux ou de chaînes de télévision, et de façon très organisée", s'alarme le journaliste.

"Avant j'avais le choix d'être corrompu ou non, maintenant je n'ai plus d'autre choix que d'accepter la corruption", aurait témoigné un journaliste devant la commission du CPI mise en place pour enquêter sur le phénomène.

L'achat d'informations ne concerne pas seulement la sphère politique. Une chaîne de télévision économique vendrait ainsi aux annonceurs la citation de marques lors de débats télévisés. Dans l'un d'entre eux consacré à l'environnement, une journaliste aurait cité la marque d'une voiture pour demander aux invités si sa faible consommation en carburant permettait de lutter contre le réchauffement climatique.

Face à l'ampleur du phénomène, la ministre indienne de l'information et de la communication, Ambika Soni, s'est dite prête à légiférer pour interdire la pratique de "l'information payée". "Jamais les hommes politiques n'avaient corrompu les médias sur une aussi vaste échelle", reconnaît Paranjoy Guha Thakurta. Le CPI a identifié trois types de fraudes : celle qui consiste à faire passer de la publicité pour un homme politique ou pour une marque pour des articles d'information, celle du candidat qui ne déclare pas ce type de dépenses de campagne (alors qu'il en a l'obligation), et celle du responsable de la publication qui, en cachant les sommes perçues, enfreint la loi sur l'impôt des sociétés. Le Livre blanc préconise que la commission électorale puisse avoir les moyens de poursuivre en justice les médias et hommes politiques impliqués dans des affaires de corruption.

"C'est l'actionnariat des médias qu'il faudrait également réguler", estime Amya Bagchi, directeur de l'Institut pour les études sur le développement, basé à Calcutta. Dans le pays, hormis quelques publications comme Tehelka, rares sont les médias indépendants. Le groupe Hindustan Times appartient au puissant conglomérat industriel Birla, et les titres publiés par Sakaal Group, très présents dans le

Maharashtra, appartiennent à la famille du ministre indien de l'agriculture, Sharad Pawar. Le CPI devrait demander un renforcement de ses pouvoirs pour sanctionner les mauvaises pratiques. Mais encore faudrait-il que ces dernières soient clairement définies. Les médias indiens sont rares à avoir adopté des chartes éthiques ou à employer des médiateurs. Et la ligne de démarcation entre publicité et information est de plus en plus floue.

En 2003, le groupe Times of India annonçait avec fanfare le lancement d'une agence destinée à rédiger des contenus pour le compte d'annonceurs. "Seuls les mous ont peur du changement", écrivait dans son éditorial le quotidien anglophone le plus lu au monde, avant d'ajouter que la publicité était "désormais reconnue comme une source légitime d'information sur les produits et les services, diffusée d'une manière engageante et attrayante".

Aujourd'hui, la pratique de "l'information payée" menace la liberté de l'information et la crédibilité des journalistes en Inde. "En faisant passer la propagande pour de l'information, c'est le principe même de la démocratie qui est menacé", s'inquiète Amya Bagchi.

Commentaire.

La "plus grande démocratie du monde est en réalité un paradis pour les gangsters des classes dominantes qui terrorisent la population. Ici effectivement tout s'achète, le pays est corrompu jusqu'à la moelle, les voix des électeurs sont achetées, gouvernements, juges, avocats, policiers, fonctionnaires, ils sont tous corrompus, pourris jusqu'à l'os, j'en ai fait l'expérience sur place depuis 1989, donc je sais de quoi je parle.

Quand j'entends parler de "culture", d'"éducation", à propos de ce pays, je m'étouffe, un mot les résume : la roupie ! Pour l'Indien lambda, mentir, être hypocrite, voler, tout marchander ou vendre aux plus offrants, principes et morale inclus, les membres de sa famille si nécessaire, monétiser tout ce qui peut l'être, évaluer un individu uniquement en fonction de sa richesse, fait partie de la vie quotidienne... J'ajouterais que depuis que le pays s'est développé, au cours des deux dernières décennies, c'est encore pire !

Les gosses sont élevés dans cette ambiance-là, imaginez les dégâts. J'ai vu mes beaux-frères grandir depuis 1989, passer de ce qu'on appelle l'âge de l'innocence à la maturité, résultat : ils m'ont tous trompés et volés du fric, jusqu'à me menacer physiquement, selon mon épouse faire preuve d'hypocrisie est naturel, donc normal pour obtenir par des moyens détournés ce que l'on ne pourrait pas obtenir autrement, et puis comme chacun agit de la sorte, il n'y a que les faibles ou ceux qui se complaisent dans le rôle de pigeon pour ne pas s'y conformer, mon statut.

C'est bien simple, lorsque quelqu'un se pointe chez vous, la première question qui doit vous venir à l'esprit est : qu'est-ce qu'il me veut, qu'est-ce qu'il va me demander, combien cela va me coûter et combien cela va me rapporter éventuellement, je vous garantis que je n'exagère rien hélas, cela me rend malade tant je suis étranger à cette mentalité. Un contact égale un problème, une prise de tête.

Au début on écoute la personne parler, on ne fait pas vraiment attention à ce qu'elle dit qui ne présente aucun intérêt, souvent on vous flatte, tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, on attend le moment où elle va arriver au sujet de sa visite, la personne insiste, lourdement, elle n'écoute pas ce que vous lui répondez, vous persistez, elle répètera dix fois la même chose si nécessaire pour vous faire caner, sans le dire explicitement, elle vous fait comprendre que c'est pour votre bien, elle vous associe à son problème alors qu'il ne vous concerne pas du tout, elle cherche à vous culpabiliser, tout y passe pour vous affaiblir psychologiquement afin de vous soulager de quelques milliers de roupies... Si vous restez sur votre position, la personne reviendra peut-être à la charge et en cas de refus définitif de votre part de satisfaire sa demande, n'imaginez pas en être débarrassée pour autant, un jour ou l'autre elle reviendra vous voir pour tenter une nouvelle fois sa chance. Là où vous risquez de ne plus la revoir, c'est si vous avez eu la faiblesse ou la mauvaise idée d'accéder à sa demande, ce sera à vous de vous livrer aux mêmes manoeuvres pour obtenir la restitution de l'argent que vous lui avez prêté, un prêt sans intérêt qu'elle avait pris pour un don, généralement elle s'arrangera pour ne pas vous restituer la totalité de la somme, comme elle est sans gêne et que rien ne l'arrête, elle vous dira en face que c'est un cadeau de votre part, le monde à l'envers quoi, cadeau qu'elle sera incapable de justifier, peu importe, il faut tout tenter jusqu'au bout, honnêteté, dignité, quelle dignité, qu'est-ce que c'est que ce truc-là, cela coûte et rapporte combien, rien, alors connais pas.

Il faut aussi se méfier comme de la peste des gens qui veulent vous rendre un service, infailliblement vous devrez leur en rendre un qui vous coûtera dix ou cent fois le prix du vôtre. Je demande à un de mes beaux-frères un service quelconque, par exemple de m'accompagner à un bureau, deux jours plus tard il débarquera chez moi en exigeant que je lui prête 10 000 roupies que je ne reverrai peut-être pas ou pas entièrement et dans un délai indéterminé. J'ai fait appel à lui, donc il est en droit de me réclamer n'importe quoi, et je n'ai évidemment pas le droit de lui refuser sous peine d'excommunication. Il y en a un qui m'a fait le coup, depuis je ne l'ai jamais revu, j'ai perdu 10 000 roupies.

Des exemples pour illustrer les deux derniers paragraphes, j'en ai des centaines du même genre, sans être parano et en étant toujours animé des meilleures intentions du monde envers mes semblables Indiens, heureusement que j'ai une conscience politique, j'en suis arrivé à angoisser à l'idée d'en rencontrer un, en vivant ici, c'est difficile de faire autrement, c'est terrible, j'évite d'avoir à faire à qui que ce soit tellement les relations sont pourries et rapidement conflictuelles, c'est la jungle quoi, et avec mon humanisme qui me colle à la peau, je ne suis pas vraiment armé pour affronter ce genre de situation.

Pour revenir au sujet des médias indiens, cela fait belle lurette que je n'achète plus de journaux ou de revues indiennes, aucune information n'est fiable et je n'ai franchement pas le temps à consacrer à la recherche de la vérité.

Vous voulez une petite histoire pour terminer.

Nous sommes le 11 avril 2010, depuis le 23 décembre 2009 j'ai informé le bureau d'électricité que mon compteur ne tournait pas à la bonne vitesse, à mon avantage. Depuis j'ai bien dû aller une dizaine de fois à ce bureau pour qu'ils le remplacent. J'ai informé les agents qui viennent relever le compteur tous les deux mois. J'ai informé l'électricien qui habite à côté de chez moi et qui vient régulièrement raccorder les câbles électriques au poteau situé devant chez moi. J'ai rencontré à trois reprises le responsable du bureau d'électricité de Kottakuppam. Chaque fois ces personnes m'ont affirmé que le nécessaire serait fait le lendemain, dans deux jours, puis rien.

La dernière fois remonte à une semaine à peine. J'ai angoissé pendant quatre jours. La barre qui tient les câbles au poteau électrique était sur le point de céder, bouffée par la rouille, ce qui aurait pu avoir de graves conséquences et me priver de courant. J'ai téléphoné vendredi matin à l'électricien, il me dit qu'il passera en fin de journée. Fin de journée personne. Je le rappelle samedi matin, il passe et me répond qu'il n'a pas de matériel pour réparer et je dois passer à son bureau car cela ne dépend pas de lui. Je me rend à son bureau où je le rencontre avec son chef. Celui-ci me dit que l'électricien passera dans l'après-midi. Je lui parle encore du compteur, il donne l'ordre à l'électricien de venir le changer lundi, donc dans deux jours. Samedi après-midi personne. Les câbles situés dans la rue menacent de tomber sur les habitations, je leur ai dit, ils s'en foutent. Dimanche passe, lundi matin l'électricien vient enfin avec un bout de fil de fer pour rafistoler le poteau, pas question de changer la barre de soutien des câbles il faudrait faire tomber tous les câbles, cela lui ferait trop de boulot et ils devraient venir à plusieurs, en moins de deux minutes il a procédé à une réparation de fortune, le mieux c'est qu'il attend que je lui verse quelque chose, je lui réponds, plus tard. Bien entendu, il n'a pas changé le compteur, on est dimanche, une semaine a passée.

Je peux vous assurer qu'absolument tout se passe de la manière que je viens de vous décrire, je n'ai pas romancé cette expérience, tout est strictement vrai malheureusement. C'est usant à la longue, vous m'excuserez mais je n'ai pas du tout envie d'avoir des relations avec des gens pareils, sauf à chercher à tout prix à avoir encore plus de problèmes. Quelle satisfaction voulez-vous tirer de telles relations ? Aucune, et si je ne fréquente pas les étrangers qui sont installés ici c'est parce qu'ils n'ont pas ma conscience politique et qu'ils maudissent les Indiens, ce qui n'est pas mon cas. Je vous ai simplement expliqué les choses que je vis au quotidien, un simple constat rien de plus, qui pourra servir éventuellement à comprendre ce qui se passe réellement dans ce pays et à combattre le tiers-mondisme misérable, l'ouvriériste élevé au rang d'idéologie à l'échelle mondial.

Encore un mot. C'est la société informatique de Bangalore qui devait récupérer les données de mon disque dur qui m'a roulé dernièrement. J'ai attendu près de trois mois pour finalement payer (2 200 roupies) pour un service quasi nul, au lieu de me dire qu'ils n'étaient pas capables de mener ce travail à bien. Cela après cinq coups de téléphone, une dizaine de courriels et j'ai dû me déplacer à Pondichéry pour récupérer mon colis parce que le transporteur n'avait pas été foutu de trouver mon adresse. Pendant trois mois j'ai espéré chaque jour récupérer ces données qui représentaient 5 ans de ma vie, livres, mails, adresses, photos, etc, pour rien à l'arrivée, quelques articles de presse qui me sont inutiles. Chaque fois on prend un sale coup sur la tête, le moral est atteint, puis on passe à autre chose, que faire d'autre ? Au fait, tous les étrangers qui vivaient dans mon village ont déjà déménagé et ont été remplacés par d'autres, ils n'ont pas tenu plus d'un an, cela fait dix ans que j'y vis, contraint et forcé, j'y ai gagné en patience.

Les Palestiniens de Cisjordanie menacés d'expulsion massive ? (12.04)

20minutes.fr - 11.04

Un ordre de l'armée, qui doit entrer en vigueur mardi, pourrait permettre l'expulsion ou l'arrestation de dizaines de milliers de Palestiniens séjournant en Cisjordanie, affirme dimanche le quotidien israélien Haaretz. Cet ordre vise notamment les Palestiniens détenteurs d'une carte d'identité avec une adresse dans la bande de Gaza, ou qui sont nés dans ce territoire, ainsi que leurs descendants.

La bande de Gaza est contrôlée par les islamistes du Hamas depuis 2007 alors que la Cisjordanie est restée sous la responsabilité de l'Autorité palestinienne présidée par Mahmoud Abbas. Israël impose un strict blocus de Gaza qui empêche les Palestiniens originaires de cette enclave de se rendre en Cisjordanie.

«Infiltrées»

Le nouveau décret militaire vise également les Palestiniens nés en Cisjordanie qui ont pour diverses raisons perdu leur statut de résident à la suite par exemple d'un séjour à l'étranger, ainsi que les épouses étrangères de Palestiniens, précise le journal.

Jusqu'à présent, les tribunaux civils israéliens empêchaient en général des expulsions de Cisjordanie visant ces personnes. Mais le décret prévoit que ces dossiers seront désormais soumis à la juridiction de tribunaux militaires: les personnes visées seraient alors jugées en tant «qu'infiltrées», susceptibles d'être expulsées vers le pays ou la région d'où elles sont venues «illégalement».

Sept ans de prison

Cet ordre, signé le 13 octobre 2009 par le commandant des forces de Cisjordanie, le général Gadi Shamni, doit entrer en vigueur six mois

après (soit mardi 13 avril). Il prévoit des peines pouvant aller jusqu'à sept ans de prison, assorties d'une amende de 7.500 shekels (1.500 euros).

Interrogé par l'AFP, un porte-parole de l'armée a confirmé que des «amendements à l'ordre visant à empêcher des infiltrations» avaient été publiés. «L'armée est prête à appliquer cet ordre, qui ne s'applique pas aux Israéliens, mais à ceux qui séjournent illégalement en Judée-Samarie (Cisjordanie)», a ajouté le porte-parole, sans autre détail.

Egypte. ElBaradei appelle au boycott des élections égyptiennes. (13.04)

AP - 12.04

L'Egyptien Mohammed ElBaradei, devenu une figure de l'opposition après avoir quitté la tête de l'agence nucléaire de l'ONU, a appelé lundi au boycott des prochaines élections pour priver le président Moubarak de légitimité, selon un responsable de son parti.

L'ancien directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) n'a pas pu être joint mais ces déclarations, si elles sont confirmées, seraient sa prise de position la plus forte contre le régime depuis le début de sa campagne le mois dernier. Il avait déjà appelé à une réforme constitutionnelle qui permette la tenue d'élections libres et régulières.

M. ElBaradei s'est exprimé lors d'une réunion de stratégie politique avec des membres du parti du Front national, selon l'un d'eux, Ibrahim Nawar.

Prix Nobel de la paix 2005, M. ElBaradei, 67 ans, est considéré par de nombreux réformateurs comme un adversaire potentiel du président à l'élection de 2011. Plus de 100.000 personnes se sont inscrites sur un site Web soutenant sa candidature.

Agé de 81 ans, Hosni Moubarak dirige l'Egypte placée en état d'urgence depuis 29 ans. Malgré ses problèmes de santé, il pourrait encore être candidat à sa propre succession l'an prochain. Des élections législatives sont prévues à l'automne.

Il est peu probable que l'appel au boycott de M. ElBaradei soit suivi par les autres partis d'opposition autorisés, qui reçoivent d'importants financements du gouvernement, pas plus que des Frères musulmans, le plus important mouvement d'opposition islamiste d'Egypte, interdit mais toléré, et dont les candidats se présentent en indépendants.

Les grands pays émergents se retrouvent à Brasilia. (16.04)

Le Monde et d'Associated Press - 15.04

La Chine est devenue un acteur économique majeur en Amérique latine. Troisième partenaire commercial du sous-continent, elle pourrait, à l'horizon 2014-2015, ravir la deuxième place à l'Union européenne, selon un rapport publié cette semaine par la Commission économique pour l'Amérique latine (Cepal). Fort de la montée en puissance de son pays dans le monde "latino", le président chinois, Hu Jintao, sera la vedette du 2e sommet des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), le groupe des quatre grands pays émergents, vendredi 16 avril, à Brasilia.

Le président russe, Dmitri Medvedev, et le premier ministre indien, Manmohan Singh, participeront à ce rendez-vous, aux côtés de leur hôte brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva. Hu Jintao fera à cette occasion une visite officielle au Brésil. Ce sera sa dixième rencontre avec le président Lula, et sa deuxième au Brésil.

L'essor des échanges entre le géant d'Asie et les pays de la région résulte de la complémentarité entre leurs économies. D'un côté, une Chine avide de matières premières, d'énergie et de denrées agricoles ; de l'autre, une Amérique latine qui en est riche.

Cette relation commerciale florissante témoigne pourtant d'une forte asymétrie : l'Amérique latine fournit presque exclusivement à la Chine des produits de base, alors que cette dernière lui vend des biens manufacturés à forte valeur ajoutée. Le pétrole représente 94 % des ventes de l'Equateur à la Chine, le soja et ses produits dérivés 80 % de celles de l'Argentine.

Leader économique et politique régional, le Brésil demande à la Chine de corriger cette relation de type "néocolonial" qu'il subit lui aussi. En 2009, la Chine est devenue son premier partenaire commercial, détrônant les Etats-Unis. Les exportations du Brésil vers la Chine ont, en valeur, été multipliées par quinze depuis 2000. Mais en 2009, 73 % d'entre elles correspondaient seulement à trois produits : le minerai de fer, le pétrole et le soja.

Le Brésil subit, comme tout le monde, les effets de la sous-évaluation de la monnaie chinoise, le yuan, conjuguée, dans son cas, à une surévaluation de sa propre monnaie, le real. Cette affaire le préoccupe, mais il ne veut pas en faire pour l'heure un cheval de bataille antichinois car, souligne le président de la Banque centrale, Henrique Meirelles, "notre croissance reste surtout tirée par la demande

intérieure".

Le Brésil se soucie davantage des exportations que la Chine lui enlève dans son aire commerciale naturelle, l'Amérique du Sud. "Cela se passe sous notre barbe", pestait récemment le président Lula devant ses ministres. Le Brésil perd des parts de marché en Argentine au profit de la Chine, et vice-versa. Les deux voisins, qui entretiennent une relation commerciale tumultueuse, le premier reprochant au second son "protectionnisme" tarifaire, ont pourtant décidé, fin mars, de réagir ensemble en promouvant des missions conjointes en Chine.

A cela s'ajoute depuis peu la "guerre du fer", où la Chine et le Brésil s'affrontent par entreprises interposées. Premier fabricant d'acier de la planète, la Chine accuse les trois grands groupes miniers, les anglo-australiens Rio Tinto et BHP Billiton et le brésilien Vale, numéro un actuel avec 33 % de la production mondiale, de se comporter comme un "cartel" qui aurait abusé de sa "position dominante" en doublant quasiment le prix du minerai.

Le Brésil fait enfin grief à la Chine de ne pas investir chez lui alors qu'il aura besoin de capital étranger, notamment pour organiser la Coupe du monde de football (2014) et les Jeux olympiques (2016). Lors de sa première visite, en 2004, M. Hu avait promis de consacrer 70 milliards de dollars (51 milliards d'euros) à l'Argentine et au Brésil. Il n'en a rien été. La Chine a investi au Brésil, entre 2007 et 2009, 1 % de ce que les Pays-Bas ont eux-mêmes investi.

Mais les choses commencent à changer. Les dirigeants de 65 entreprises chinoises participent cette semaine à des séminaires à Rio de Janeiro et à Sao Paulo. Ils affirment vouloir investir et produire au Brésil. La compagnie chinoise Sinopec va se lancer dans l'exploration pétrolière. M. Hu visitera le port qui abritera le terminal d'exportation du fer vers la Chine. En échange d'une participation à son financement, Pékin aura une garantie de livraison pendant vingt ans. "Nous n'avons aucune illusion romantique sur nos relations avec la Chine", disait il y a peu un ancien ambassadeur brésilien à Pékin. Le Brésil a bien pris conscience de l'agressivité commerciale de la Chine et de ses atouts en matière de compétitivité. Exemple : la Chine participera en bonne place à l'appel d'offres pour la construction de la ligne TGV qui reliera Sao Paulo à Rio.

"Il y a, bien sûr, des contradictions, voire des conflits entre les BRIC, notamment avec la Chine, déclare au Monde, l'ambassadeur Roberto Jaguaribe, le coordinateur du sommet de Brasilia. Mais pour l'instant, l'émergence politique et économique de la Chine est un événement positif. Nos quatre pays ne prétendent pas, cette semaine, prendre des décisions. Nous voulons surtout renforcer notre concertation pour promouvoir des idées communes, comme la réforme de la gouvernance mondiale."

La réunion des BRIC était précédée, jeudi, d'un sommet Brésil, Inde et Afrique du Sud, représentée par le président Jacob Zuma.

Les gouvernements indien, brésilien et sud-africain ont demandé jeudi de mettre un terme de façon "urgente" au cycle de Doha.

"Une conclusion équitable et heureuse du cycle de Doha dans un délais raisonnable augmentera la crédibilité du système du commerce multilatéral, surtout face à des pressions inflationnistes grandissantes" ont-ils indiqué.

Initialement prévu pour s'achever en 2004, le cycle actuel de négociations à l'OMC achoppe depuis plusieurs années sur la levée des barrières douanières et la suppression des subventions dans le monde.

Radiographie des BRIC.

Sommet. Le 2e sommet des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) se tient, vendredi 16 avril à Brasilia.

Poids. Les BRIC représentent 26 % de la superficie de la planète et 32 % de ses terres agricoles, regroupent 42 % de la population et pèsent 15 % du produit intérieur brut (PIB) mondial.

Commerce mondial. Leur part était de 7,2 % en 2000 et de 15 % en 2009. Cette croissance est due pour l'essentiel à la Chine (3,9 % des exportations mondiales en 2000 ; 10 % aujourd'hui).

Equateur : Correa prépare une loi pour "faciliter les expropriations et les nationalisations" des entreprises pétrolières. (21.04)

AP - 20.04

Le président Rafael Correa a indiqué préparer une loi pour "faciliter les expropriations et les nationalisations" des intérêts des entreprises pétrolières qui refusent de céder une partie de leur production à l'état équatorien.

Au cours d'une interview donnée sur la chaîne vénézuélienne Telesur diffusée mardi, Correa a expliqué qu'"exproprier ne signifie pas confisquer".

"Nous allons leur donner des compensations économiques, mais s'ils ne veulent pas s'adapter aux lois de notre pays, qu'ils s'en aillent, nous n'avons pas besoin d'eux" a-t-il indiqué.

"Je prépare une loi pour faciliter les expropriations et les nationalisations que j'enverrai à l'Assemblée nationale".

Correa dénonce les contrats dont profitent abusivement selon lui Andes Petroleum (Chine), Eni (Italie), Petrobras (Brésil) et Repsol (Espagne).

L'Equateur, qui fait partie des treize pays de l'OPEP (organisation des pays exportateurs de pétrole), produit environ 480.000 barils de brut chaque jour, dont 60% proviennent des entreprises étatiques. Le pétrole est le principal produit d'exportation de ce pays sud-américain.

Honduras. Un septième journaliste tué en un mois et demi au Honduras. (22.04)

AP - 21.04

Le journaliste Georgino Orellana, de TV-Honduras, a été abattu d'une balle dans la tête dans la nuit de mardi à mercredi par un agresseur inconnu qui l'attendait à la sortie de sa rédaction à San Pedro Sula (180 km au nord de la capitale Tegucigalpa), a annoncé la police.

L'assaillant a pris la fuite et était activement recherché à ajouté le commissaire de police de San Pedro Sula, Héctor Iván Mejía.

Orellana, 48 ans, est le septième journaliste assassiné en moins de deux mois au Honduras, pays qui "se classe depuis le début de l'année au rang de pays le plus meurtrier de la planète pour les professionnels des médias", selon l'organisation de défense de la liberté de la presse Reporters Sans Frontières.

RSF ajoute que "cette vague de violence a par ailleurs contraint trois journalistes à l'exil".

Le 1er mars, le journaliste Joseph Ochoa a été tué par balles, et sa collègue qu'il accompagnait, Karol Cabrera, a été blessée. Cette dernière avait déjà été victime d'une agression en décembre et se refuse depuis à quitter l'hôpital militaire où elle a été soignée.

Le 11 mars, des hommes ont criblé de balles David Meza Montesinos à La Ceiba (350 km au nord de la capitale), et le 15 Nahún Palacios a été tué dans des circonstances similaires à Tocoa, non loin de La Ceiba.

Le 26 mars, deux autres journalistes, Bayardo Mairena et Manuel Juárez, ont été tués par balles sur une route de la province d'Olancho (est, frontalière avec le Nicaragua).

Enfin, le 12 avril, l'animateur radio Luis Chévez, 22 ans, de la radio W105, a été tué ainsi que son cousin étudiant, non loin de son domicile.

Belgique. La coalition gouvernementale s'effondre en Belgique. (23.04)

Reuters - 22.04

La coalition gouvernementale du Premier ministre belge Yves Leterme, au pouvoir depuis cinq mois, s'est effondrée jeudi après le départ des libéraux flamands du parti Open VLD.

Yves Leterme a présenté en début d'après-midi la démission de son gouvernement au roi Albert II. Ce dernier a réservé sa réponse, mettant en garde contre les conséquences d'une crise politique alors que la Belgique doit prendre le 1er juillet la présidence tournante de l'Union européenne.

"Le roi et le Premier ministre ont souligné combien, dans les circonstances actuelles, une crise politique serait inopportune et porterait un grave préjudice d'une part au bien-être économique et social des citoyens et d'autre part au rôle de la Belgique sur le plan européen", a déclaré le palais royal dans un communiqué.

Le monarque a ensuite consulté les présidents de la Chambre et du Sénat et devait donner audience aux dirigeants des principaux partis politiques.

Les débats ont été suspendus à la Chambre, qui aurait dû voter sur le projet de loi portant interdiction de la burqa.

Si le roi acceptait la démission du gouvernement, cela entraînerait la dissolution de la chambre des députés et la convocation d'élections législatives anticipées.

Avec le départ de l'Open VLD, Yves Leterme, qui était à la tête d'une alliance formée de cinq partis, ne dispose plus que d'une majorité de 76 députés sur 150 élus à la Chambre des représentants, un nombre insuffisant pour gouverner de manière confortable.

Pour expliquer leur décision, les libéraux flamands ont dit ne plus avoir confiance dans le gouvernement Leterme pour gérer l'épineux dossier des communautés électorales de la périphérie de Bruxelles.

Un différend oppose les partis politiques francophones et néerlandophones à propos du statut de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde (BHV), dont les Flamands souhaitent la scission.

Les libéraux flamands avaient fait savoir mercredi qu'ils se retireraient de la coalition gouvernementale si aucun accord n'était trouvé avant jeudi.

"Nous ne sommes pas parvenus à une solution négociée et l'Open VLD n'a désormais plus confiance dans le gouvernement", a dit Alexander De Croo, président des libéraux flamands.

Cette nouvelle crise politique intervient dans un contexte économique difficile pour la Belgique. Le gouvernement table sur un déficit de 4,8% du produit intérieur brut en 2010 alors que la dette du pays devrait dépasser le seuil de 100% du PIB.

"Jusqu'à présent, on peut dire que la Belgique ne figurait pas sur l'écran de radar des marchés financiers mais la crise politique pourrait la ramener sur l'écran des spéculateurs", a déclaré Etienne Callatay, économiste à la Banque Degroof de Bruxelles.

Yves Leterme avait déjà occupé les fonctions de Premier ministre pendant neuf mois en 2008. La Belgique avait alors connu une période d'instabilité politique avec des crises gouvernementales à répétition.

Après avoir présenté une première fois sa démission en juillet 2008, refusée par Albert II, Yves Leterme avait définitivement jeté l'éponge à la fin de l'année en raison de sa gestion contestée du sauvetage de la banque Fortis.

Il était revenu à la tête du gouvernement en novembre pour remplacer Herman Van Rompuy, devenu président du Conseil européen.

Dès le début de son second mandat, des analystes avaient exprimé des inquiétudes quant à l'instabilité de son gouvernement. La Belgique, siège des institutions européennes et de l'Otan, ne peut se payer cette fois le luxe d'une crise politique à deux mois de sa présidence de l'Union européenne.

Grèce. Nouvelle grève des fonctionnaires en Grèce. (23.04)

Libération.fr et AFP - 22.04

Une grève de 24 heures dans la fonction publique grecque, la quatrième depuis le début de l'année contre l'austérité, conjuguée à des débrayages de 48 heures à l'appel des syndicats communistes, paralyse jeudi l'administration du pays et perturbe les transports maritimes.

Les transports aériens et urbains n'étaient par contre pas touchés par le mouvement, lancé par la Fédération de la fonction publique (ADEDY, 300.000 membres) contre la cure de rigueur infligée au pays pour redresser ses finances.

Les contrôleurs aériens ont finalement renoncé à une grève annoncée pour ne pas aggraver les problèmes posés au secteur de l'aviation par le nuage de cendres volcaniques islandais.

La grève nationale a fermé les administrations, collectivités locales et devaient affecter de nombreux établissements scolaires, tandis que le syndicat des universitaires observait une «abstention des cours».

Plusieurs corps de métiers concluaient par ailleurs jeudi des grèves de 48 heures, dont les syndicats des mécaniciens et employés maritimes. A l'appel du Front syndical communiste, Pame, ils bloquaient pour la deuxième journée, au port du Pirée, le départ des ferries pour les îles des Cyclades (centre de la mer Egée) et le golfe Saronique (sud d'Athènes).

Les tribunaux restaient aussi fermés par une grève des fonctionnaires de justice réclamant embauches et hausses de salaires, tandis que les hôpitaux publics d'Athènes et du Pirée fonctionnaient pour la deuxième journée consécutive avec un personnel d'astreinte, les médecins protestant contre la baisse de 20 à 30% des subventions publiques.

Des débrayages étaient aussi observés à l'appel du Pame dans les secteurs du bâtiment, du textile. L'Adedy et le Pame appelaient à des défilés en fin de matinée dans les grandes villes de Grèce.

Pour résorber ses déficit et dette publics, respectivement chiffrés à 13,6% et 113% du PIB en 2009, le gouvernement a pris des mesures draconiennes, centrées sur la réduction des dépenses, notamment salariales, dans la fonction publique.

Ce mouvement social prévu de longue date intervient au lendemain de l'ouverture à Athènes de discussions des responsables grecs avec le FMI et l'UE du mécanisme d'aide à la Grèce.

Italie. Vive passe d'armes entre Berlusconi et Fini à une réunion. (23.04)

Reuters - 22.04

Une vive passe d'armes a opposé Silvio Berlusconi à son allié Gianfranco Fini lors d'une réunion du Parti de la liberté (PDL) jeudi à Rome, nouvel épisode des relations de plus en plus conflictuelles entre les deux hommes.

Fini, 58 ans, longtemps donné comme le successeur probable du président du Conseil, de quinze ans son aîné, s'inquiète du poids grandissant de la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, l'autre grande composante de la coalition gouvernementale.

La Ligue, mouvement populiste violemment hostile à l'immigration et au centralisme, a encore marqué des points lors des élections régionales de la fin mars, prenant le contrôle du Piémont et de la Vénétie.

Alors que la direction du PDL, ministres et députés en tête, était réunie pour discuter de l'avenir du mouvement, Gianfranco Fini, qui préside la Chambre des députés, a pris la parole pour accabler de critiques le "Cavaliere", accusé de vouloir étouffer tout débat interne et de donner trop d'influence à la "Lega".

Applaudi par les uns, conpués par les autres, Fini, ancien dirigeant de l'Alliance nationale qui a fusionné l'an dernier avec Forza Italia de Berlusconi pour donner naissance au PDL, a dénoncé la politique gouvernementale en matière d'immigration, qu'il juge trop sévère, et les projets de décentralisation voulus par la Ligue mais selon lui mal préparés - et sans concertation suffisante.

Visiblement furieux, Berlusconi a tenté à plusieurs reprises de l'interrompre, sans succès.

"TU ME CHASSES ?"

Poursuivant son réquisitoire, Fini a rappelé que la bonne prestation des candidats du gouvernement de centre droit aux régionales du mois dernier était surtout due à la Ligue, alors que le PDL a perdu des voix, notamment dans le Nord industriel.

A peine avait-il regagné son siège que Berlusconi, qui avait déjà pris la parole, s'est levé pour apporter la contradiction à son rival, lui répondant point par point.

Il lui a notamment demandé, s'il voulait participer de façon aussi offensive aux discussions internes au PDL, de démissionner de la présidence de la Chambre, un poste qui lui confère un statut particulier, "au-dessus des partis". Comme la tension montait, Gianfranco Fini s'est levé de son siège et, tendant un doigt accusateur, s'est dirigé vers l'estrade où parlait Berlusconi. "Qu'est-ce que tu fais, tu me chasses ?", a-t-il lancé au chef du gouvernement, avant que la réunion ne soit suspendue.

Fini a déclaré plus tard qu'il ne renoncerait pas à la présidence de la Chambre et ne quitterait pas davantage le PDL.

Pierluigi Bersani, dirigeant de centre gauche, a qualifié le duel de "spectacle hideux" révélant de profondes divisions. "Nous n'aurons aucune sorte de réformes tant que ce gouvernement sera en place", a-t-il déclaré aux journalistes.

Le chef de la Ligue du Nord, Umberto Bossi, entend défendre son idée du fédéralisme fiscal, qui verrait les régions riches du Nord réduire leur aide à celles, plus pauvres, du Sud.

Gianfranco Fini, hostile aux projets décentralisateurs de la "Lega", s'était entretenu jeudi dernier avec Berlusconi dans un climat tendu de l'avenir de la coalition gouvernementale. "Il lui a demandé de choisir clairement: soit il continue de construire le PDL, soit il préfère privilégier ses relations avec Umberto Bossi", avait-on dit dans l'entourage de Fini.

Dans une lettre rendue publique mardi, cinquante parlementaires proches de Fini rejettent cependant toute idée de rupture de la coalition et

d'élections anticipées.

Fini et ses proches, issus de la mouvance néo-fasciste, ont procédé il y a une quinzaine d'années à un spectaculaire recentrage et apparaissent aujourd'hui comme des modérés par rapport aux partisans de la Ligue du Nord.

Thaïlande: trois morts et au moins 70 blessés après des attaques à la grenade. (23.04)

Reuters - 22.04

DERNIERE INFO: Trois morts et au moins 70 blessés, selon un dernier bilan.

Nouvelles tensions en Thaïlande. Une explosion a retenti jeudi soir à Bangkok, quelques minutes après deux autres déflagrations, faisant trois morts et au moins 70 blessés, selon le vice-Premier ministre Suthep Thaugsuban à la télévision. Selon une source diplomatique, un Japonais et un Australien comptent parmi les blessés.

Le Premier ministre, Abhisit Vejjajiva, a convoqué une réunion d'urgence des responsables de la sécurité du pays, a indiqué un porte-parole officiel. Le gouvernement a annoncé que les grenades avaient été lancées depuis la zone contrôlée par les «chemises rouges», manifestants antigouvernementaux, a ajouté le vice-Premier ministre. Grenades M79

«Les M79 ont une portée d'environ 400 mètres et il est clair qu'elles ont été tirées de (...) l'endroit où les "chemises rouges" manifestent», a-t-il indiqué à l'issue d'une réunion extraordinaire de sécurité convoquée par le Premier ministre. Les «rouges» exigent la démission du gouvernement d'Abhisit Vejjajiva depuis la mi-mars et tiennent un important quartier de la capitale.

Les deux premières explosions avaient retenti près du quartier financier de la ville, quelques centaines de mètres derrière les «sans couleurs», des manifestants qui soutiennent le gouvernement d'Abhisit Vejjajiva. Un étranger a été évacué dans une ambulance, alors que les «chemises rouges» faisaient face à des manifestants pro-gouvernementaux. Tensions entre pro et anti-gouvernement

La tension, qui est brusquement retombée juste après les explosions, est ensuite remontée entre les deux groupes. Les «rouges» étaient protégés derrière des barricades de pneus et de bambous montées en début de semaine. Plusieurs centaines de policiers sont arrivés en renfort. L'armée thaïlandaise avait laissé entendre plus tôt dans la journée qu'une intervention musclée était imminente pour disperser les manifestants anti-gouvernementaux. Elle leur avait promis le «chaos» s'ils ne renonçaient pas à leur blocus du centre de Bangkok, la capitale du pays.

Le porte-parole de l'armée a lancé un avertissement aux «chemises rouges» qui exigent des élections anticipées et refusent de quitter un quartier touristique et commercial dans lequel ils se sont barricadés. «Afin de disperser la foule, les autorités prendront des mesures décisives et ce sera le chaos», a assuré le colonel Sunsern Kaewkumnerd.

«Vous pourriez être atteints par des balles perdues»

«Nous ne voulons pas que vous risquiez votre vie. S'il y a un affrontement, vous pourriez être atteints par des balles perdues», a-t-il ajouté. «Il ne vous reste pas beaucoup de temps. Merci de quitter les lieux et de vous signaler aux autorités». Cette menace s'accroît de jour en jour depuis lundi. Les «chemises rouges» font désormais face à des soldats armés de fusils d'assaut qui ont pris position pour les empêcher d'étendre encore leur territoire.

Et le pays tout entier redoute un nouveau bain de sang après la tentative ratée des militaires, le 10 avril, de déloger les manifestants d'un quartier de la vieille ville de la capitale. Les affrontements avaient fait 25 morts (19 civils, cinq militaires et un journaliste japonais) et plus de 800 blessés.

Espagne. Grande manifestation de soutien au juge Garzon à Madrid. (25.04)

AP - 24.04

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi à Madrid et dans d'autres villes du pays pour soutenir le juge Baltasar Garzon. Le magistrat, qui avait notamment fait arrêter l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet, est inculpé pour avoir outrepassé la loi d'amnistie couvrant les atrocités de la guerre civile espagnole et les premières années du franquisme.

Dans la capitale, les manifestants ont brandi des pancartes représentant le général Franco en vampire. Des vétérans de la Movida comme le réalisateur oscarisé Pedro Almodovar ont participé au défilé.

D'autres rassemblements de soutien au juge Garzon ont également eu lieu à Barcelone, dans le nord-est du pays, et dans une dizaine d'autres villes.

Une modeste contre-manifestation avait été organisée parallèlement à Madrid par la Falange Espanola, le parti fasciste qui avait soutenu la dictature franquiste.

Les pro-Garzon estiment que le magistrat est poursuivi pour des raisons politiques. Le juge a été inculpé d'abus de pouvoir enquêté pendant plusieurs mois à partir de l'été 2008 sur la disparition et l'exécution de plusieurs dizaines de milliers de personnes durant la guerre civile (1936-39) et les premières années de la dictature franquiste (1939-1975). Il aurait de ce fait sciemment passé outre une loi d'amnistie générale datant de 1977, deux ans après la mort du général Franco. S'il est reconnu coupable, il risque une suspension de 10 à 20 ans, ce qui pourrait signifier la fin de sa carrière.

"Il y a un tabou autour de la guerre civile. Garzon essaie de le briser et ils essaient de le réduire au silence", a estimé samedi l'un des manifestants, José Inocencio Rodriguez, conducteur de métro de 33 ans à Madrid.

En Finlande, le scandale sur le financement des partis politiques fait vaciller le premier ministre. (25.04)

Le Monde - 24.04

Les Finlandais découvrent, jour après jour, avec toujours plus d'incrédulité, l'ampleur du scandale du financement des partis politiques qui touche désormais le premier ministre.

L'affaire a éclaté il y a deux ans. "Mais le Parti du centre a attendu passivement que le nuage du scandale du financement électoral se dissipe de lui-même. Les affaires se sont succédées, et ce n'est que maintenant que les dirigeants réalisent qu'il ne disparaîtra pas de lui-même", note le journal Hufvudstadsbladet.

Les détails ont afflué ces derniers jours, révélant comment un groupe d'hommes d'affaires finlandais, constructeurs de grandes surfaces commerciales ou industrielles, a financé au moins 53 politiciens, dont la quasi-totalité a été élue et sept sont devenus ministres. La plupart d'entre eux sont membres du Parti du centre et du Parti conservateur, les deux principaux partis qui constituent la coalition gouvernementale. Ces derniers jours, les responsables centristes ont commencé à se dénoncer les uns les autres. Depuis cet automne, plusieurs responsables ont déjà démissionné.

L'enquête en cours montre que la figure de proue de ce groupe d'hommes d'affaires, Arto Merisalo, a eu des contacts directs avec l'actuel premier ministre, le centriste Matti Vanhanen, et avec d'autres hauts responsables lorsque le gouvernement a été formé.

Selon la presse finlandaise, les hommes d'affaires ont exercé leur influence pour placer leurs favoris au gouvernement. Le premier ministre est désormais acculé, depuis que des fuites dans l'enquête révélées à la mi-avril ont montré que M. Vanhanen connaissait ces hommes d'affaires, courriels à l'appui, alors qu'il a toujours prétendu le contraire.

Il avait notamment promis de fêter les bons résultats des élections avec eux dans sa résidence. A plusieurs reprises, il a accepté de poser les premières pierres ou de couper les rubans inauguraux de leurs réalisations. Le ministre du logement a récemment révélé que ces hommes d'affaires ont harcelé ses fonctionnaires, prétendant que le premier ministre lui-même était de tel ou tel avis.

Le financement des partis par les entreprises n'est en soit pas interdit en Finlande. Mais l'affaire a pris de l'ampleur, car de nombreux députés n'ont pas rapporté les sources de leur financement comme la loi les y oblige depuis les dernières élections législatives de 2007.

"Forme de retraite"

Des élections anticipées sont réclamées depuis cet automne. Le gouvernement a jusqu'à présent résisté. Pourra-t-il tenir encore un an ? Matti Vanhanen a annoncé à Noël qu'il n'ira pas au bout de son mandat, officiellement parce qu'il doit subir une opération, et quittera ses fonctions avant les prochaines élections qui sont prévues en 2011.

"On ne sait pas si le gouvernement va tenir, constate Timo Soikkanen, professeur de sciences politiques à l'université de Turku. Le premier ministre a dit qu'il allait mettre fin à sa carrière, ce qui est une forme de retraite. Plus grave est l'énorme choc pour la plupart des Finlandais que ces hommes d'affaires puissent s'acheter une telle influence sur des hommes politiques." Timo Soikkanen voit déjà l'effet désastreux de cette affaire auprès de ses étudiants. "Ils disent que ça ne sert à rien de voter, car c'est l'argent qui décide. Nous sommes le pays avec le moins de corruption dans le monde, nous en sommes très fiers, et pourtant, il en reste encore."

La décision, mercredi, du gouvernement finlandais de donner son feu vert à deux nouvelles centrales nucléaires est entachée de cette même suspicion. "Les Finlandais sont en majorité contre le nucléaire, et pourtant le gouvernement vient de donner le feu vert à deux nouvelles

centrales. Pour mes étudiants, cela montre que quelqu'un a acheté de l'influence auprès du gouvernement."

Manifestation à Beyrouth en faveur de la laïcité. (26.04)

Reuters - 25.04

Quelque 3.000 personnes ont participé dimanche à Beyrouth à une "Laïque Pride", réclamant l'instauration du mariage civil et l'abolition du confessionnalisme politique dans ce pays de cinq millions d'habitants où cohabitent pas moins de 18 confessions religieuses.

"Le mariage civil, pas la guerre civile", proclamait une banderole, allusion au fait que lorsque deux personnes de confessions différentes veulent s'unir, elles doivent aller se marier à l'étranger, le plus souvent à Chypre, si aucun des conjoints ne souhaite se convertir à la religion de l'autre.

Le Liban a mis en place en 1943 un système de partage du pouvoir qui accordait aux chrétiens la majorité au Parlement et stipulait que le président doit être maronite, le Premier ministre un sunnite et le président du Parlement, un chiite.

L'accord de Taëf qui a mis fin à la guerre civile de 1975-1990 a donné aux musulmans la parité au Parlement et prévu l'abolition du confessionnalisme, mais le système persiste et des quotas basés sur la religion sont observés dans l'administration, l'armée et l'éducation.

"Nous ne pouvons vivre dans un pays où les professeurs d'université libanais ne peuvent être embauchés à plein temps que s'ils ne dépassent pas les quotas de l'année", explique Kinda Hassan, l'une des organisatrices de la manifestation.

"Nous ne pouvons vivre dans un pays où ils répartissent les postes de ministres en fonction de leur confession, non de leurs mérites".

DIFFICILE RÉFORME

Les hommes politiques se sont jusqu'ici opposés aux tentatives de réformer le système électoral libanais, par exemple en introduisant la représentation proportionnelle pour diluer le pouvoir des factions basées sur le confessionnalisme.

"Le confessionnalisme affecte pratiquement tout le monde au Liban, que ce soit pour le mariage, l'emploi, la vie sociale", déplore Aman Makouk, une enseignante retraitée de 62 ans.

"Même au gouvernement pourquoi faut-il que le président soit un maronite? Ce pourrait être un musulman, un druze, ou quelqu'un d'autre".

"Au lieu de se débarrasser de cette mentalité, les gens s'y enferment de plus en plus".

"Le système libanais accorde une part du pouvoir à chaque communauté, ce qui n'est pas un petit acquis pour un pays aussi divisé dans une région violente et explosive", fait valoir Paul Salem, directeur pour le Proche-Orient du Carnegie Endowment for International Peace.

"Mais le système devrait permettre davantage de concurrence, de progrès et d'évolution", nuance-t-il en prônant une réforme électorale, la décentralisation et la fin des quotas au Parlement.

Mais des telles réformes seraient difficiles à faire adopter en raison de l'opposition de l'oligarchie au pouvoir.

"Dans tout pays où vous avez quatre ou cinq hommes politiques tenant le haut du pavé, ils ne vont pas partager volontiers leur pouvoir ou changer le système d'une manière qui les affaiblirait".

La peur est un autre obstacle à changer, ajoute Salem.

"Une personne peureuse s'accroche à ce qu'elle connaît. Et toute les communautés au Liban ont peur. Tout le monde a peur, tout le monde est une victime, de sorte qu'il est difficile de les convaincre de changer".

Grève des dockers en Grèce. (27.04)

Reuters - 26.04

Les dockers des plus grands ports de Grèce ont cessé le travail lundi en signe de protestation contre des mesures qui les exposeront à la

concurrence étrangère.

Le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne parlent de conditionner leur aide au gouvernement grec à l'adoption de nouvelles réformes. Les médias grecs rapportent que des représentants de l'UE et du FMI ont proposé une douzaine de pistes possibles pour réduire les coûts du secteur public.

La première mesure de ce genre - permettre aux navires de croisière étrangers de mouiller dans les ports grecs sans embaucher des équipages grecs - a été annoncée la semaine dernière et est à l'origine de la grève de lundi. Une soixantaine de dockers du Pirée ont empêché les 870 passagers du paquebot Zenith, essentiellement des Espagnols, d'embarquer ou de descendre de ce navire battant pavillon chypriote.

"Lever les restrictions existantes (...) signera l'arrêt de mort de la navigation de croisière sous pavillon grec, ainsi que des marins grecs", a expliqué Antonis Dalakogiorgos, qui est à la tête du syndicat panhellénique des marins.

Portugal. La classe moyenne portugaise, coincée entre crise et austérité. (29.04)

Le Monde - 28.04

Si elle était une chef d'entreprise comme les autres, Maria Isabel Jonet pourrait s'enorgueillir des courbes avantageuses de ses bilans annuels. Le volume des marchandises qui transitent dans ses entrepôts de la petite gare Alcantara, au centre de Lisbonne, où elle a son siège social, augmente d'année en année ; le nombre de ses "clients" aussi. Une évolution chiffrée dont cette femme énergique ne peut se satisfaire, car elle est le signe que le Portugal va mal.

Maria Isabel Jonet dirige la Banque alimentaire de Lisbonne. Les quarante tonnes de nourriture manutentionnée et conditionnée chaque jour par ses treize employés et par ses nombreux bénévoles secourent plus de 62 000 personnes dans la région, à travers 294 associations bénéficiaires.

Mme Jonet préside aussi la fédération des dix-sept banques alimentaires du pays, qui couvrent tout le territoire. Non seulement les besoins d'aide sont en augmentation depuis dix ans en raison d'une crise économique chronique, mais, constate-t-elle, "le visage de la pauvreté est en train de changer".

Aux personnes âgées et aux chômeurs sans qualification s'ajoutent, selon elle, "des travailleurs qualifiés qui avaient jusque-là un standing de vie compatible avec un rêve et une qualification. Etranglées par les crédits, ces familles doivent de surcroît admettre qu'elles ont failli". Le taux de chômage supérieur à 10 % - un record depuis les années 1980 - ne dit pas tout des difficultés de la population soumise à un nouveau plan de rigueur, moins de deux ans après s'être serré la ceinture pour ramener le déficit public de 6,1 % en 2003 à 2,6 % en 2008.

Endettée et déprimée, la classe moyenne portugaise sera à nouveau la plus durement touchée par les mesures annoncées au mois de mars par le gouvernement socialiste de José Socrates pour assainir les finances publiques. C'est elle qui bénéficiait en majeure partie des allocations et des déductions fiscales que le plan de stabilité et de croissance (PEC), présenté en mars à Bruxelles, entend réduire ou supprimer. "Pour s'en sortir, beaucoup de Portugais cumulent deux emplois, rappelle Mme Jonet. Quand ils en perdent un, ils ne sont pas comptabilisés parmi les chômeurs, mais leur situation devient intenable."

Pour Henrique Pinto, directeur de Cais, une importante ONG d'aide et de réinsertion des sans-abri, "l'émergence de travailleurs pauvres remonte aux années 2003-2004, notamment parmi les jeunes diplômés". Faute de débouchés, cette "génération 500 euros" doit se contenter de petits boulots non qualifiés.

Alors qu'ils avaient, jusqu'à une date récente, neuf fois plus de chances que les autres de trouver un emploi, les diplômés représentent désormais 10 % des chômeurs.

"La classe moyenne vit une érosion économique dont on n'a pas d'exemple récent, personne ne sait comment elle va réagir", confie le sociologue Antonio Barreto. Ces dernières semaines, les infirmières sont descendues deux fois dans la rue ; des grèves sporadiques secouent le secteur des transports et de l'énergie ; les enseignants menacent leur ministre de "partir en guerre". "Il y a du mécontentement et beaucoup de désorientation chez les gens, reconnaît Carvalho Da Silva, secrétaire général de la CGTP, la première organisation syndicale portugaise. La protestation se limite pour l'instant à certaines catégories, mais cela va s'élargir pendant l'année."

Sous le couvert de l'anonymat, une responsable d'une association d'aide sociale avertit que "jamais, depuis le 25 avril 1974, les conditions d'une implosion sociale n'ont été à ce point réunies".

A l'inverse, Paulo Mota Pinto, député du Parti social démocrate (PSD, droite), le principal parti d'opposition, interprète le relatif calme social de ce printemps comme "une sorte d'unité nationale face à l'attaque injuste des marchés contre le Portugal".

Pour Antonio Barreto, "les Portugais semblent avoir une capacité de résilience supérieure à celle d'autres peuples. D'une part, parce que l'Etat-providence, bien que très pauvre, existe quand même. D'autre part, parce que les salariés sont prêts à beaucoup de concessions pour sauver leur emploi".

Les Portugais acceptent, par exemple, que les salaires soient payés avec retard. Par le passé, ils ont déjà admis que l'année de quatorze mois puisse être amputée du "salaire de Noël" ou du "salaire de vacances". Et pourquoi refuser une baisse de salaire si c'est le prix à payer pour garder son poste de travail ? Il y a deux ans, moins de 4 % des travailleurs touchaient le salaire minimum (à peine 475 euros) ; aujourd'hui, ils seraient environ 15 % à percevoir le smic.

Pour M. Pinto, dont l'association prétend "éveiller les consciences" et "rappeler le gouvernement aux réels besoins de la population", la pauvreté est trop perçue comme une fatalité au Portugal : "De même que l'Union européenne oblige les Etats à réduire leur déficit public, rêve-t-il, il faudrait pouvoir sanctionner un gouvernement qui n'a pas réduit la pauvreté."

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)